Conseil du Contentieux des Etrangers

Arrêt

n° 301 450 du 13 février 2024
dans l'affaire x / X

En cause : x

ayant élu domicile : au cabinet de Maître A. BOURGEOIS
Rue Raymond Museu 19
5002 SAINT-SERVAIS

contre :

la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA X^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 26 juin 2023 par x qui déclare être de nationalité algérienne, contre la décision du Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, prise le 24 mai 2023.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 22 décembre 2023 convoquant les parties à l'audience du 30 janvier 2024.

Entendu, en son rapport, O. ROISIN, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante représentée par Me M. KIWAKANA *loco* Me A. BOURGEOIS, avocat, et K. GUENDIL, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de *« refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire »*, prise par le Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

*« **A. Faits invoqués***

Selon vos déclarations, vous êtes de nationalité algérienne, d'origine ethnique kabyle, de confession musulmane et sans activité politique.

Le 19/02/2021, vous introduisez une demande de protection internationale en Belgique, à l'appui de laquelle vous invoquez les faits suivants :

Vous résidez à Alger (Algérie) avec vos parents et vos frères et sœurs.

Le 13/01/1999, pendant la guerre civile algérienne, votre père est assassiné devant vous par des membres du GIA après avoir refusé de rejoindre ce groupe terroriste à deux reprises. Suite à cela, vous arrêtez l'école. Vous travaillez alors dans le domaine des pièces détachées de voiture dans le commerce de votre frère [M.].

Depuis le meurtre de votre père, la police algérienne se rend fréquemment à votre domicile pour s'assurer que votre famille va bien et n'a plus de problèmes avec le GIA.

Le 20/10/2006, lors d'une de ces visites, un policier surnommé [J.B.] rentre chez vous sans s'annoncer alors que vous êtes en train de repasser. Sachant que votre sœur est présente sans son voile, vous dites au policier de sortir mais celui-ci vous rétorque qu'il fait ce que bon lui semble. Vous faites alors un geste vers lui avec le fer à repasser et vous l'atteignez à la tête par mégarde. Celui-ci tombe par terre. Ses deux collègues étant restés à l'extérieur appellent les pompiers et l'emmènent à l'hôpital tandis que vous continuez à vaquer à vos occupations. Lorsque vous sortez de chez vous quelques heures plus tard, vous êtes arrêté et emmené au commissariat, où vous restez pendant deux jours. Vous êtes ensuite transféré devant un juge d'instruction et vous êtes condamné à 15 ans de prison pour tentative de meurtre sur ce policier. Les chefs d'accusation contre vous sont ensuite revus en coups et blessures volontaires. Grâce au paiement de 2 millions de dinars algériens par votre frère, votre peine est réduite à 10 ans de prison.

Le 06/07/2015, vous êtes libéré de prison, après avoir été gracié de 5 mois pour bonne conduite. Quelques jours après votre libération, [J.B.] se met à passer régulièrement dans votre quartier pour vous menacer car il souhaite se venger de vous suite à l'incident du fer à repasser, ses dernières menaces remontant à environ deux mois avant votre départ d'Algérie.

En 2017, vous faites la connaissance, sur Facebook, de [K.Y.] (SP : …), une Algérienne vivant dans la région de Béjaïa (Algérie). Après avoir passé quelque temps à discuter en ligne, vous allez lui rendre visite et vous commencez une relation amoureuse avec elle. Environ deux mois après votre rencontre, vous demandez sa main à sa famille mais son frère, [R.], refuse car vous avez fait de la prison. Ce dernier est également contre votre mariage car vous êtes plus âgé que sa sœur, car vous n'êtes pas de la même région qu'eux et que vous ne parlez pas le kabyle. Dès ce moment-là, il se met à vous menacer de mort. Vous poursuivez tout de même votre relation avec [K.] et vous décidez de quitter l'Algérie ensemble.

Vers fin 2019, [K.] quitte le pays légalement, munie d'un visa pour l'Espagne.

En 2020, vous portez plainte contre [R.] pour menaces de mort mais la police vous dit qu'elle ne peut rien faire pour vous car ce dernier se trouve trop loin.

Plus tard dans l'année, vous quittez l'Algérie clandestinement. Après avoir transité par l'Espagne, vous rejoignez [K.] à Paris en France, où vous vivez avec elle illégalement pendant 11 mois. Le 28/09/2020, vous vous mariez religieusement avec elle à Montrai en France. Le 28/01/2021, [K.] et vous quittez la France pour la Belgique, où vous introduisez chacun une demande de protection internationale le 19/02/2021.

Après votre départ d'Algérie, [R.] continue à vous menacer, la dernière fois remontant aux environs de mars 2021.

Vers fin mars 2022, [K.] et vous vous rendez chez ses oncles à Paris pour ce qu'elle vous présente comme une visite de condoléances suite à un décès dans sa famille. Une fois sur place, vous découvrez qu'il s'agit en fait d'une mise en scène orchestrée par sa famille afin de mettre un terme à votre relation : ses oncles vous frappent, brûlent tous vos vêtements et appellent la police en prétextant que vous résidez chez eux contre leur volonté. La police vient sur place et vous enjoint à quitter leur domicile. Vous comprenez que [K.] a participé à ce plan afin de vous quitter pour rejoindre un Algérien résidant en France qu'elle comptait épouser. Vous vous retrouvez à la rue, vous faites une dépression et vous commencez à consommer de la drogue. Deux ou trois mois plus tard, vous revenez en Belgique sans [K.] dont vous n'avez plus de nouvelles.

Le 22/12/2022, le CGRA prend une décision de clôture pour la demande de protection internationale de [K.Y.].

En cas de retour en Algérie, vous dites craindre [R.Y.] car vous avez épousé religieusement sa sœur, [K.], contre sa volonté. Vous dites également craindre [J.B.], un policier qui souhaiterait se venger de vous car vous l'auriez touché à la tête par mégarde avec un fer à repasser lors d'une visite à votre domicile.

A l'appui de votre demande de protection internationale, vous présentez une copie d'une attestation de suivi d'une formation citoyenne en Belgique, une copie d'un certificat de quarantaine, une copie de l'annexe 26 de [K.Y.], des copies de documents de Fedasil et une copie du règlement d'ordre intérieur de votre centre d'accueil en Belgique.

Le 21/02/2023 et le 11/04/2023, vous avez demandé des copies des notes de vos entretiens personnels (NEP 1, cfr votre entretien personnel au CGRA du 21/02/2023 et NEP 2, cfr votre entretien personnel au CGRA du 11/04/2023), qui vous ont été envoyées le 17/04/2023.

B. Motivation

Après une analyse approfondie de l'ensemble des éléments de votre dossier administratif, relevons tout d'abord que vous n'avez fait connaître aucun élément dont il pourrait ressortir des besoins procéduraux spéciaux et que le Commissariat général n'a de son côté constaté aucun besoin procédural spécial dans votre chef. En effet, bien que vous mentionniez avoir fait une dépression et avoir consommé de la drogue (NEP 1, p.4), il convient souligner que vous ne déposez aucun document afin d'étayer vos propos (NEP 1, p.5). Il ressort en outre de vos déclarations qu'à l'heure actuelle, votre état de santé s'est amélioré, que vous ne prenez ni drogue ni médicaments et que vous ne bénéficiez d'aucun suivi médical ou psychologique (NEP 1, pp.4-6). Par conséquent, aucune mesure de soutien spécifique n'a été prise à votre égard, étant donné qu'il peut être raisonnablement considéré que vos droits sont respectés dans le cadre de votre procédure d'asile et que, dans les circonstances présentes, vous pouvez remplir les obligations qui vous incombent.

Après un examen approfondi de vos déclarations et des pièces déposées par vous, force est de constater que les éléments que vous invoquez à la base de votre demande de protection internationale ne permettent pas d'établir l'existence dans votre chef d'une crainte actuelle et fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou d'un risque réel de subir des atteintes graves telles que définies à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

En cas de retour en Algérie, vous dites craindre [R.Y.] car vous avez épousé religieusement sa sœur, [K.], contre sa volonté. Vous dites également craindre [J.B.], un policier qui souhaiterait se venger de vous car vous l'auriez touché à la tête par mégarde avec un fer à repasser lors d'une visite à votre domicile. Toutefois, ces craintes ne peuvent être tenues pour établies pour les raisons suivantes.

***D'emblée, il y a lieu de souligner que la crédibilité générale de votre demande de protection internationale est grandement entachée par votre manque d'empressement à introduire votre demande**. En effet, il ressort de vos déclarations qu'avant d'arriver en Belgique, **vous avez vécu illégalement en France pendant 11 mois** (NEP 1, pp.9 & 16). Or, vous n'avez introduit aucune demande de protection internationale dans ce pays (NEP 1, p.16). Invité à vous expliquer sur ce point à deux reprises, vous déclarez que vous n'aimez pas la France (NEP 1, p.16). Confronté à votre attitude manifestement incompatible avec les craintes que vous faites valoir en cas de retour en Algérie, vos propos évoluent et vous dites alors que vous n'étiez pas au courant de l'existence de la procédure d'asile (NEP 1, p.19). Cette explication ne peut toutefois pas être tenue pour acceptable vu le nombre de mois que vous avez vécus en France et d'autant plus que vous expliquez qu'alors que vous résidiez dans ce pays, il vous avait été recommandé, au début de la pandémie de Covid-19, d'y introduire une demande de protection internationale, ce que vous n'avez pas fait, et ce sans raison valable puisque vous répétez que vous n'aimez pas la France et que vous ne vouliez pas y demander l'asile (NEP 1, p.19). Au vu de ces éléments, le CGRA estime que votre manque d'empressement à solliciter la protection internationale témoigne d'une attitude manifestement incompatible avec l'existence, dans votre chef, d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève ou d'un risque réel de subir des atteintes graves telles que définies à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.*

Premièrement, à l'appui de votre demande de protection internationale, vous dites avoir été injustement condamné et incarcéré par les autorités algériennes car vous auriez touché par mégarde [J.B.], un policier algérien, à la tête avec un fer à repasser alors que celui-ci effectuait une visite domiciliaire chez vous suite au meurtre de votre père lors de la guerre civile algérienne. Vous invoquez des craintes envers ce policier qui, après votre libération de prison, vous aurait menacé à plusieurs reprises car il souhaiterait se venger de vous (NEP 1, pp.16-17). *Or, aucun crédit ne peut être accordé à ces faits et à ces craintes.*

A cet égard, il convient de relever que vous ne fournissez aucun document concernant les condamnations et l'incarcération d'environ 9 ans dont vous dites avoir fait l'objet pour les raisons susmentionnées, et ce alors même que vous déclarez disposer de tels documents en Algérie (NEP 2, p.8). Votre explication selon laquelle il vous serait difficile d'obtenir ces documents car vous devriez pour ce faire vous rendre à Paris pour trouver quelqu'un allant les chercher en Algérie alors qu'il vous est interdit de quitter le territoire belge car vous êtes en procédure d'asile (NEP 2, p.8) ne permet pas de justifier l'absence desdits documents. En effet, vous avez introduit votre demande de protection internationale en Belgique le 19/02/2021 et avez donc eu un peu plus de deux ans pour étayer celle-ci. Il ressort par ailleurs de vos déclarations que vous êtes régulièrement en contact avec votre frère [M.] et votre sœur [S.] résidant en Algérie (NEP 1, pp.12-13) et il peut dès lors être raisonnablement attendu de votre part que vous produisiez un commencement de preuve quant aux faits que vous invoquez. Invité à différentes reprises à fournir des documents concernant vos condamnations et votre incarcération, le CGRA constate que, malgré l'instance de l'officier de protection et le délai vous ayant été accordé, vous ne les avez pas transmis (NEP 1, pp.7-8 & NEP 2, p.5, 8, 11 & 20). A cet égard, le CGRA souligne qu'il relève de votre responsabilité et de vos obligations de fournir les informations nécessaires en vue d'un examen correct des faits et des circonstances que vous invoquez à l'appui de votre demande de protection internationale, comme le stipule l'article 48/6, alinéa premier de la loi du 15 décembre 1980. Force est cependant de constater que vous n'avez pas rempli votre devoir de collaboration bien que celui-ci vous ait été expliqué lors de vos entretiens personnels (NEP 1, p.3 & NEP 2, p.3).

En l'absence du moindre élément documentaire, le CGRA relève que la crédibilité de votre récit repose uniquement sur vos déclarations. Dès lors, il est attendu que celles-ci soient formulées de façon précise, circonstanciée et cohérente. Tel n'est pas le cas en l'espèce au vu des éléments qui suivent.

Mettons tout d'abord en évidence ***vos déclarations contradictoires concernant l'identité du policier*** *que vous auriez touché à la tête par mégarde avec un fer à repasser, incident qui serait à l'origine de votre emprisonnement et du désir de vengeance de cet homme envers vous (NEP 1, pp.15-17). Ainsi, vous déclarez initialement que ce dernier se prénomme* ***[M.]*** *(NEP 1, pp.15-16) tandis que vous affirmez ensuite qu'il s'appelle* ***[J.B.]*** *(NEP 2, p.9). Confronté à cette contradiction, vous commencez par nier vos propos initiaux avant de la justifier par le fait que vous étiez perturbé lors de votre premier entretien au CGRA car vous aviez dû parler de votre père et de votre femme, [K.Y.] (NEP 2, p.14). Votre explication ne convainc nullement le CGRA qui estime qu'il est raisonnable d'attendre de votre part que vous fassiez des déclarations cohérentes et constantes au sujet d'un élément aussi essentiel que l'identité du policier que vous présentez comme l'un de vos persécuteurs et à cause de qui vous auriez fait près de 10 ans de prison (NEP 1, p.16). Cette contradiction fondamentale amenuise encore la crédibilité de votre récit.*

Ensuite, il ressort de vos déclarations et des informations objectives versées au dossier administratif que les autorités algériennes vous ont délivré un passeport le 07/10/2014 (NEP 1, p.8 & farde « Informations sur le pays », pièce n°1). Or, le CGRA considère qu'il est peu vraisemblable que vos autorités vous délivrent un tel document si vous étiez détenu à cette période comme vous le soutenez (NEP 2, p.7). Invité à vous expliquer à cet égard, vous tenez des propos peu clairs, soutenant que vous avez demandé ledit passeport en 2002, soit avant votre emprisonnement, mais que sa délivrance aurait pris du temps à cause de la mort de votre père (NEP 2, p.11), ce qui contredit, en outre, vos déclarations précédentes selon lesquelles vous auriez demandé ce passeport en 2014 (NEP 1, pp.8-9). Cette invraisemblance que vous ne parvenez pas à expliquer de manière concrète et cohérente entame encore la crédibilité de votre demande de protection internationale.

Enfin, observons les déclarations inconsistantes et invraisemblables que vous tenez alors que vous êtes interrogé sur les circonstances de votre arrestation et sur votre période de détention.

Ainsi, vous expliquez avoir été arrêté, le 20/10/2006, suite à un incident avec un policier ([J.B.]) étant entré chez vous sans s'annoncer dans le cadre d'une visite domiciliaire suite au meurtre de votre père

par un groupe terroriste pendant la guerre civile algérienne en 1999. Or, le CGRA estime qu'il est invraisemblable que la police algérienne effectue encore des visites à votre domicile en 2006, soit sept ans après le meurtre de votre père, pour s'assurer que votre famille n'avait plus de problèmes avec ce groupe terroriste. Ceci est d'autant plus invraisemblable que vous affirmez que ce groupe terroriste n'existait plus depuis le début des années 2000 (NEP 2, p.7). Invité à fournir une explication à ce sujet, vous vous limitez à dire que l'Etat algérien procède ainsi, que votre famille a été particulièrement touchée par la guerre civile puisque votre père et vos cousins ont été tués et qu'un autre membre de votre famille a disparu pendant les années noires et que la police vient encore voir votre famille aujourd'hui (NEP 2, pp.7 & 9), ce qui n'explique pas l'invraisemblance susmentionnée.

De plus, relevons les propos vagues et invraisemblables que vous tenez alors que vous êtes invité à relater le contexte de votre arrestation. Ainsi, vous déclarez que [J.B.] est entré chez vous directement alors que vous étiez en train de repasser, que vous l'avez touché à la tête avec le fer à repasser sans faire exprès, qu'il est tombé par terre et a fait « un cinéma » et que vous avez été arrêté (NEP 2, p.8). Convié à expliquer concrètement comment vous en étiez venu à le frapper à la tête par mégarde avec votre fer à repasser, vous vous limitez à dire que votre maison était petite, que la porte était près de l'endroit où vous repassiez, que vous lui aviez demandé pourquoi il était entré sans prévenir et que vous l'aviez touché avec la pointe du fer qui était chaud (NEP 2, p.9), propos pour le moins invraisemblables et très peu circonstanciés. Vous n'apportez pas plus de détails concernant la réaction des personnes présentes lors de cet incident, à savoir [J.B.], votre sœur [A.] et vous-même, puisqu'invité à vous exprimer à ce sujet, vous déclarez laconiquement que vous ne pouvez pas expliquer votre réaction, que votre sœur n'a rien dit et que le policier n'a pas réagi, se contentant d'appeler ses collègues à l'extérieur pour qu'ils préviennent les pompiers (NEP 2, p.10). Relevons encore qu'il est totalement invraisemblable qu'après cet incident, vous ayez continué à vaquer à vos occupations (repasser, prendre une douche et vous habiller) sans rencontrer le moindre problème avec les forces de l'ordre jusqu'à ce que vous sortiez de chez vous (NEP 2, p.10). Invité à expliquer pourquoi la police aurait attendu ce moment-là pour vous arrêter, vous vous limitez à dire qu'ils ont préféré accompagner [J.B.] à l'hôpital et que les policiers vous connaissaient très bien (NEP 2, p.10), ce qui n'explique pas de manière vraisemblable la passivité des forces de l'ordre alors que vous veniez, selon vous, de frapper l'un des leurs à la tête avec un fer à repasser.

Par ailleurs, constatons que vos déclarations inconsistantes concernant votre période d'emprisonnement n'ont pas permis de rétablir la crédibilité déjà défaillante de votre détention alléguée. De fait, invité à deux reprises à relater des anecdotes personnellement vécues ou dont vous auriez été témoin pendant vos années de prison, vous vous limitez à des généralités, disant qu'il y avait des bagarres, qu'un détenu a été touché avec un rasoir et que d'autres personnes ont été frappées (NEP 2, p.13). Or, dans la mesure où vous soutenez avoir été incarcéré pendant près de 10 ans, il peut être raisonnablement attendu de votre part que vous puissiez raconter une multitude d'événements concrets et précis s'étant déroulés pendant cette période, quod non. Vous n'apportez pas plus de détails lorsqu'il vous est demandé d'expliquer comment vous passiez vos journées en prison puisque vous répondez vaguement que vous lisiez des magazines et que vous faisiez du sport et la prière (NEP 2, p.12). En outre, invité à expliquer pourquoi vous aviez été transféré de prison à plusieurs reprises, vous déclarez évasivement : « Ça se passe comme ça en Algérie : quand la peine est longue, ils font tourner les prisonniers pour leur faire peur et qu'ils ne reviennent pas » (NEP 2, p.12). De plus, alors que vous déclarez avoir noué des liens avec d'autres codétenus, que vous qualifiez de personnes extraordinaires, notons qu'interrogé quant au motif de leur emprisonnement, vous vous limitez à dire que chacun avait son histoire, que certains avaient des petites peines pour consommation de drogue et que l'un d'eux était condamné à 20 de prison pour avoir importé de la drogue en Algérie depuis la France (NEP 2, pp.13-14). Toutefois, convié à fournir le nom de ce détenu, vous déclarez ne pas vous en souvenir (NEP 2, p.14). Votre récit demeure tout aussi peu circonstancié concernant votre libération puisqu'invité à vous exprimer à ce sujet, vous déclarez que vous vous êtes senti comme si vous veniez de naitre et que vous avez failli perdre la vue en sortant car il y avait beaucoup de soleil (NEP 2, p.14).

Vos propos vagues, généraux et peu détaillés concernant votre détention alléguée ne reflètent aucunement un sentiment de vécu dans votre chef.

Au vu des éléments relevés supra, le CGRA estime que vous n'avez pas été détenu dans les circonstances et pour les raisons que vous invoquez. Par conséquent, les menaces que vous dites avoir reçues de [J.B.] après votre sortie de prison manquent déjà de crédibilité.

*Ce manque de crédibilité est renforcé par **l'omission desdites menaces lors de l'introduction de votre demande de protection internationale à l'Office des étrangers (OE)**, où vous avez uniquement déclaré avoir été emprisonné pendant un peu plus de 9 ans après vous être battu avec la police algérienne le 22/10/2006, avoir fui l'Algérie car vous n'arriviez plus à y vivre à cause de la mort de votre père et à cause du manque de travail et avoir été menacé de mort vers mars 2020 par votre beau-frère [R.] qui n'acceptait pas votre mariage avec sa sœur car vous étiez plus âgé qu'elle (questionnaire CGRA). A cet égard, constatons que vos déclarations à l'OE vous ont été relues dans votre langue maternelle et que vous les avez signées, confirmant ainsi leur contenu (questionnaire CGRA). Notons également que vous avez eu la possibilité de faire des commentaires quant à vos déclarations tenues à l'OE au début de votre premier entretien personnel au CGRA et que vous avez uniquement déclaré qu'il y avait une erreur concernant une date (sans être capable d'en dire davantage), **indiquant explicitement que vous aviez bien pu évoquer tous vos problèmes et toutes vos craintes en résumé à l'OE** (NEP, pp.4-5). Confronté dès lors à l'omission des menaces de [J.B.] à l'OE, vous répondez que l'agent ne vous a pas posé la question (NEP 2, p.15), explication qui ne peut être tenue pour valable dans la mesure où il vous a été demandé de présenter **tous les faits** ayant entrainé votre fuite d'Algérie (questionnaire CGRA). Le CGRA estime que cette omission traduit une absence de vécu dans votre chef puisqu'il est inconcevable que vous ayez omis de mentionner des éléments aussi essentiels aussi bien à l'OE qu'au début de votre premier entretien au CGRA.*

*Enfin, relevons que vous vous contredisez concernant la dernière fois que [J.B.] vous aurait menacé. En effet, vous déclarez d'abord que c'était **fin 2016 ou début 2017** (NEP 1, p.15) pour dire ensuite que c'était **un mois et demi ou deux mois avant votre départ d'Algérie** (NEP 1, p.24), à savoir en 2020 (NEP 1, p.14). Cette contradiction termine d'anéantir la crédibilité des menaces que vous invoquez à l'appui de votre demande de protection internationale.*

Au vu des éléments relevés supra, le CGRA estime que vous n'avez pas été menacé par un policier prénommé [J.B.] comme vous le soutenez.

***Deuxièmement, à l'appui de votre demande de protection internationale, vous dites craindre [R.Y.] car vous avez épousé religieusement sa sœur, [K.], contre sa volonté, et vous expliquez que cet homme vous a menacé de mort à plusieurs reprises en raison de votre relation amoureuse avec sa sœur (NEP 1, pp.16-17).** Or, ces faits ne peuvent être tenus pour établis pour les raisons suivantes.*

*A cet égard, relevons tout d'abord que **vous vous contredisez concernant le moment où [R.] aurait commencé à vous menacer**. En effet, vous déclarez initialement que les menaces auraient débuté **après votre départ d'Algérie**, indiquant « Quand nous sommes arrivés ici, les menaces ont commencé » (NEP 1, p.17), pour dire ensuite que c'était **en 2017, soit avant votre départ du pays** (NEP 1, p.18).*

De plus, concernant les éventuelles démarches que vous auriez faites pour obtenir la protection des autorités algériennes suite aux menaces de [R.], relevons que vous attendez que la question vous soit explicitement posée pour déclarer que vous vous êtes rendu à la police (NEP 1, pp.21-22), ce que vous n'aviez jamais mentionné précédemment lorsqu'il vous avait été demandé, à deux reprises, ce que vous aviez fait pour tenter d'obtenir de l'aide face à ces menaces (NEP 1, p.21). Confronté à vos propos peu spontanés et évolutifs, vous déclarez que l'officier de protection vous a demandé d'attendre les questions pour y répondre (NEP 1, p.21). Cette explication ne convainc pas le CGRA puisqu'il vous avait clairement été donné l'occasion d'évoquer spontanément le recours à la protection de vos autorités, ce que vous n'aviez pas fait (NEP 1, p.21). Constatons également que vous déclarez être en possession de documents attestant du fait que vous auriez porté plainte contre [R.] pour lesdites menaces (NEP 1, p.22). Or, à ce jour, vous ne les avez pas transmis au CGRA bien que cela vous ait été demandé (NEP 1, p.22).

Au-delà de ce constat, le CGRA estime qu'il est incohérent que vous attendiez 2020 pour porter plainte contre [R.] (NEP 1, p.22) alors que vous déclarez que ce dernier vous menaçait de mort depuis 2017 (NEP 1, p.18). Confronté à ce laps de temps invraisemblable de trois ans, vous déclarez que vous pensiez qu'il allait retrouver la raison et que la police algérienne ne réagit pas rapidement (NEP 1, p.23), ce qui n'explique pas votre manque d'empressement à solliciter la protection de vos autorités pour des faits aussi graves que des menaces de mort, d'autant plus que vous affirmez que [R.] vous menaçait « chaque minute » et ne vous donnait aucun répit (NEP 1, p.21).

Au vu des arguments susmentionnés, force est de constater que vous restez en défaut d'établir la réalité des menaces de mort dont vous dites avoir fait l'objet de la part de [R.Y.] en raison de votre relation amoureuse avec sœur et ensuite de votre mariage avec cette dernière.

Enfin, à supposer établies les menaces susmentionnées, quod non en l'espèce, le CGRA relève que celles-ci sont à considérer comme des problèmes interpersonnels avec [R.Y.], ce dernier n'ayant pas de pouvoir ou autorité quelconque en Algérie (NEP 1, p.20), pour lesquels vous pourriez solliciter la protection des autorités algériennes. En effet, la protection que confère la protection internationale possède un caractère subsidiaire et ne peut, dès lors, être accordée que pour pallier une carence dans l'Etat d'origine, en l'occurrence l'Algérie, carence qui n'est pas établie dans votre cas. En effet, vous n'avez pas démontré que les autorités chargées de la sécurité et de l'ordre public en Algérie ne soient ni disposées ni capables de prendre des mesures raisonnables afin de vous assurer un niveau de protection tel que défini par l'article 48/5 de la loi du 15 décembre 1980 puisque confronté au fait que vous pourriez solliciter la protection de la police en cas de problèmes avec [R.] si vous retournez en Algérie, vous déclarez que la police vous protègera et qu'elle convoquera [R.] si vous signalez que celui-ci vous menace de mort (NEP 2, p.17).

Au vu de ce qui précède, vous n'avez pas démontré qu'il existe dans votre chef une crainte actuelle et fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou un risque réel de subir des atteintes graves telles que définies à l'article 48/4 de la Loi sur les étrangers (loi du 15 décembre 1980).

Notons encore que vous seriez originaire d'Alger en Algérie (NEP 1, p.11). Il ressort d'une analyse de la situation en Algérie qu'à l'heure actuelle, il n'existe pas, dans les grands centres urbains d'Algérie, de risque réel d'atteinte grave au sens de l'article 48/4, § 2, c) de la Loi sur les étrangers. Comme il ressort des informations dont dispose le Commissariat général – et dont vous trouverez une copie dans le dossier administratif (farde « Informations sur le pays », pièce n°3) –, la situation, normalisée dans l'ensemble des grands centres urbains, n'y est donc pas de nature telle que les civils fassent l'objet de menaces graves contre leur vie ou leur personne en raison d'une violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé interne ou international.

Les différents documents que vous présentez à l'appui de votre demande de protection internationale ne sont pas de nature à modifier le sens de la présente décision.

En effet, la copie de l'attestation de suivi d'une formation citoyenne en Belgique (farde « Documents », pièce n °1) atteste de votre réussite à cette formation, élément qui n'est pas remis en cause par le CGRA.

La copie du certificat de quarantaine (Ibid., pièce n°2) atteste que vous étiez en incapacité de travail du 13 au 23 octobre 2021, ce que le CGRA ne conteste pas.

La copie de l'annexe 26 de [K.Y.] (Ibid., pièce n°3) atteste de l'introduction d'une demande de protection internationale en Belgique par cette personne, ce qui n'est pas remis en cause par le CGRA.

Les copies de documents de Fedasil accompagnés de votre annexe 26 et de celle de [K.Y.] attestent du lieu d'inscription qui vous a été désigné et de la modification de celui-ci, éléments non remis en cause par le CGRA (Ibid., pièce n°4).

La copie du règlement d'ordre intérieur de votre centre d'accueil en Belgique (Ibid., pièce n°5) est un document général qui ne vous concerne pas personnellement et qui explique le fonctionnement dudit centre, élément non contesté par le CGRA.

Le 21/02/2023 et le 11/04/2023, vous avez demandé des copies des notes de vos entretiens personnels (NEP 1, cfr votre entretien personnel au CGRA du 21/02/2023 et NEP 2, cfr votre entretien personnel au CGRA du 11/04/2023), qui vous ont été envoyées le 17/04/2023. A ce jour, ni vous ni votre avocate n'avez fait parvenir vos observations ou commentaires quant aux notes de votre entretien personnel. Partant, vous êtes réputé confirmer le contenu de ces notes.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. La requête

2.1 La partie requérante, dans sa requête introductive d'instance, rappelle brièvement l'état de la procédure du requérant.

2.2 Elle prend un moyen tiré de la violation des « *articles 48/3, 48/4 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur les étrangers ainsi que de l'article 1er de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 sur le statut des réfugiés* » et invoque une « *violation des articles 1 à 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ainsi que de l'erreur manifeste d'appréciation* ».

Premièrement, la partie requérante estime que la partie défenderesse a manqué à son devoir de motivation en ce que sa décision est motivée de « *manière tout à fait stéréotypée et ne prend aucunement en considération les circonstances exactes de l'espèce* ». En effet, elle estime que la partie défenderesse n'a nullement tenu compte des difficultés et de la vulnérabilité du requérant ainsi que de la situation politique et sécuritaire prévalant en Algérie.

Deuxièmement, elle rappelle la teneur de l'article 1er de la Convention de Genève précitée et précise ce qu'il y a lieu de comprendre quant aux différentes notions figurant dans la définition du terme « *réfugié* ». Elle en conclut que l'interprétation faite par la partie défenderesse est erronée et estime que la réalité des craintes alléguées par le requérant ne peut être contestée au vu des documents déposés et du récit délivré par ce dernier. Elle soutient en outre que le requérant ne peut compter sur la protection de ses autorités nationales en raison de sa condamnation passée mais également du fait de l'absence de protection des autorités algériennes « *d'un de leurs ressortissants face à une famille n'ayant pas consenti au mariage d'une de leurs filles* ».

La partie requérante soutient par ailleurs que l'absence d'éléments probants ou la tardiveté de l'introduction de la demande de protection internationale n'entraîne pas d'office un refus de la protection internationale et estime que les imprécisions soulevées par la partie défenderesse auraient pu être levées en posant davantage de questions plus précises au requérant.

Troisièmement, la partie requérante estime qu'il y a lieu à tout le moins d'accorder la protection subsidiaire au requérant tout en rappelant la teneur de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 précitée. Elle considère qu'il est « *incontestable que la situation du requérant n'a pas fait l'objet d'un examen sérieux de la part de la partie adverse* ».

2.3 Au dispositif de sa requête, la partie requérante demande au Conseil, à titre principal, de reconnaître au requérant la qualité de réfugié. A titre subsidiaire, elle demande le bénéfice de la protection subsidiaire.

3. L'appréciation du Conseil

A. <u>L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/6 de la loi du 15 décembre 1980</u>

3.1 Le débat entre les parties porte essentiellement sur une question d'établissement des faits.

A cet égard, l'article 48/6 de la loi du 15 décembre 1980 prévoit notamment que :

« *§ 1er. Le demandeur d'une protection internationale doit présenter aussi rapidement que possible tous les éléments nécessaires pour étayer sa demande. Il appartient aux instances chargées de l'examen de la demande d'évaluer, en coopération avec le demandeur, les éléments pertinents de la demande de protection internationale.*
[…]
L'absence des éléments visés à l'alinéa 1er, et plus particulièrement l'absence de preuve quant à l'identité ou la nationalité, qui sont des éléments centraux de la procédure d'évaluation d'une demande de protection internationale, constitue une indication défavorable concernant la crédibilité générale du

récit du demandeur, à moins que le demandeur ne présente une explication satisfaisante à cette absence.
[…]
§ 4. Lorsque le demandeur n'étaye pas certains aspects de ses déclarations par des preuves documentaires ou autres, ces aspects ne nécessitent pas confirmation lorsque les conditions cumulatives suivantes sont remplies :
a) le demandeur s'est réellement efforcé d'étayer sa demande;
b) tous les éléments pertinents à la disposition du demandeur ont été présentés et une explication satisfaisante a été fournie quant à l'absence d'autres éléments probants;
c) les déclarations du demandeur sont jugées cohérentes et plausibles et elles ne sont pas contredites par les informations générales et particulières connues et pertinentes pour sa demande;
d) le demandeur a présenté sa demande de protection internationale dès que possible, à moins qu'il puisse avancer de bonnes raisons pour ne pas l'avoir fait;
e) la crédibilité générale du demandeur a pu être établie. ».

3.2 Il ressort de ces dispositions qu'il appartient au premier chef au demandeur d'une protection internationale de présenter aussi rapidement que possible tous les éléments nécessaires pour étayer sa demande.

3.3 En l'espèce, le requérant dépose devant la partie défenderesse les documents suivants : *i*) une attestation de formation citoyenne ; *ii*) un certificat de quarantaine ; *iii*) l'annexe 26 de [K.Y.] ; *iv*) des documents relatifs à la place d'accueil accordée au requérant par Fedasil et *v*) le règlement d'ordre intérieur du centre d'accueil.

3.3.1 Concernant ces documents, la partie défenderesse qui les prend en considération, estime en substance que ceux-ci ne permettent pas de modifier le sens de sa décision.

3.3.2 Le Conseil estime que les documents présentés au dossier administratif ont été valablement analysés par la partie défenderesse dans sa décision, et constate qu'aucun élément d'appréciation nouveau et concret ne l'amène à en faire une évaluation différente. Le Conseil constate que la partie requérante ne développe aucun argument de nature à remettre en cause l'appréciation faite par la partie défenderesse de ces documents.

3.3.3 D'autre part, le Conseil relève que le requérant n'a présenté aucun début d'élément probant à même de participer à l'établissement de son identité et de sa nationalité réelles. Comme le prévoit l'article 48/6 repris *supra* dans son premier paragraphe « *l'absence de preuve quant à l'identité ou la nationalité, qui sont des éléments centraux de la procédure d'évaluation d'une demande de protection internationale, constitue une indication défavorable concernant la crédibilité générale du récit du demandeur, à moins que le demandeur ne présente une explication satisfaisante à cette absence* ». Tel n'est manifestement pas le cas en l'espèce. En effet, le Conseil estime que le requérant ayant, selon ses dires, des contacts avec son pays d'origine depuis son départ – avec son frère et sa sœur-, il lui était loisible de tenter de se faire parvenir de tels éléments, *quod non* pourtant.

3.4 Lorsque des faits invoqués à la base d'une demande de protection internationale ne peuvent pas être étayés par des preuves documentaires, ou lorsque celles-ci sont produites mais que leur force probante est limitée, il convient de procéder à une évaluation de la crédibilité du requérant afin d'établir le bien-fondé de sa crainte. Une telle évaluation est nécessairement empreinte d'une part de subjectivité. Pour autant, elle doit rester cohérente, raisonnable et admissible, et prendre en compte tant les informations pertinentes disponibles concernant le pays d'origine du demandeur que son statut individuel et sa situation personnelle.

3.5 En l'espèce, la partie défenderesse développe longuement, précisément et clairement, dans la décision attaquée, les motifs qui l'amènent à tenir pour non crédible le récit des événements ayant prétendument amené le requérant à quitter son pays.

3.6 A titre liminaire, en ce que le moyen est pris de la violation des dispositions relatives à la motivation formelle des décisions administratives, la décision attaquée est motivée en la forme. Cette motivation est claire et intelligible et permet au requérant de comprendre pourquoi sa demande a été rejetée. Les développements de la requête démontrent d'ailleurs qu'il ne s'y est pas trompé. Le moyen n'est donc pas fondé en ce qu'il est pris de la violation des articles 1 à 3 de la loi du 29 juillet 1991 précitée et de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 précitée.

3.7 Le Conseil observe le peu d'empressement du requérant à introduire sa demande de protection internationale, qui le conduit à douter de sa bonne foi. En effet, le requérant déclare être arrivé en Belgique le 28 janvier 2021, après avoir quitté l'Algérie vers la France, pays où il est resté près de onze mois, sans toutefois y introduire de demande de protection internationale. Les explications évolutives du requérant selon lesquelles il n'aimait pas ce pays et n'était pas au courant de l'existence de cette procédure ne convainquent nullement le Conseil, qui ne peut que rappeler que, selon ses propres dires, le requérant a quitté son pays mû par une crainte de persécution et que, partant, il peut être raisonnablement attendu de lui qu'il se renseigne quant à la manière de se réclamer de la protection de son pays hôte. Le Conseil considère qu'une telle attitude passive n'est pas compatible avec le comportement d'une personne qui dit craindre des persécutions en cas de retour dans son pays d'origine.

3.8 S'agissant de la crainte que le requérant dit nourrir à l'égard du policier qu'il a blessé par mégarde, le Conseil remet en cause le contexte dans lequel cet incident aurait eu lieu. En effet, le Conseil se rallie à la partie défenderesse en ce qu'il est hautement improbable que les autorités continuent à effectuer des visites domiciliaires, près de sept ans après le meurtre de son père - dont il n'étaye nullement la survenance – afin de s'assurer que la famille du requérant est en sécurité et qu'elle n'a pas rencontré de problèmes avec le groupe terroriste qui a assassiné son père, dans la mesure où il ressort des déclarations du requérant que ce groupe n'existe plus depuis le début des années 2000 (v. dossier administratif, pièce numérotée 7, Notes d'entretien personnel du 11 avril 2023 (ci-après dénommées « NEP2 », p.7). En outre, le Conseil constate à l'instar de la partie défenderesse les propos contradictoires du requérant quant à l'identité du policier impliqué dans l'incident. Au vu de ce qui précède, le Conseil estime qu'il ne peut être accordé le moindre crédit à cet incident. Le Conseil estime qu'il ne peut être exclu, au regard des déclarations du requérant, que ce dernier ait été incarcéré, à un moment donné mais ne dispose d'aucun élément concret à même d'en établir la raison ou le moment auxquels celle-ci a eu lieu. Cependant, au vu des développements qui précèdent, le Conseil estime que le requérant n'a pas pu convaincre quant aux circonstances dans lesquelles il dit avoir été emprisonné.

Quand bien même la survenance de cet incident n'était pas remise en cause, *quod non* en l'espèce, le Conseil relève d'emblée qu'il est peu probable que ce dernier continue de lui en vouloir près de dix ans après les faits, et ce, alors même que cet incident ne lui a laissé aucune séquelle et que le requérant a purgé une peine d'emprisonnement de près de dix ans en raison de cet évènement.

3.9 Quant à la crainte alléguée par le requérant à l'égard du père de son ex-femme, [R.], force est de constater que le requérant n'apporte aucun élément concret à même d'établir sa relation et son mariage avec cette femme ainsi que les menaces de mort dont il se dit victime. Par ailleurs, le requérant tient des propos nébuleux et contradictoires quant au moment où il aurait commencé à recevoir des menaces, situant celles-ci tantôt à la fin 2016 voire début 2017 (v. dossier administratif, pièce numérotée 11, Notes d'entretien personnel du 21 février 2023 (ci-après dénommées « NEP1 »), p.15 et 18) et tantôt à environ deux mois avant son départ d'Algérie, soit en 2020 (v. dossier administratif, NEP1, p.25 et 14). Ce constat permet de remettre en cause le crédit pouvant être accordé aux faits allégués.

Quand bien même le requérant serait menacé de mort par [R.], *quod non* en l'espèce, le Conseil estime qu'il est particulièrement incohérent que le requérant porte plainte à son encontre en 2020, soit près de trois ans après les premières menaces. Son manque d'empressement à solliciter la protection de ses autorités nationales est incompatible, aux yeux du Conseil, avec le comportement d'une personne qui dit craindre des persécutions en cas de retour dans son pays d'origine.

3.10 Le Conseil ne peut accueillir les développements de la partie requérante selon lesquelles la décision est motivée de façon stéréotypée et omet de prendre en compte la situation particulière du requérant, à savoir ses difficultés et sa vulnérabilité. En effet, le Conseil ne peut que déplorer que, malgré cette allégation, aucun rapport psychologique, psychiatrique, psychothérapeutique ou médical n'a été déposé par ce dernier en vue d'appuyer son propos. Le Conseil ne peut que rappeler, à cet égard, que conformément à l'article 48/6 précité, la charge de la preuve incombe au requérant. Si la requête déplore une prise en compte de cette vulnérabilité alléguée qu'elle juge pour sa part insuffisante, elle n'explique pas concrètement en quoi la partie défenderesse n'en aurait pas suffisamment tenu compte, ni ce qu'elle aurait dû mettre en place pour que ce soit le cas.

En outre, le Conseil observe la bienveillance de l'officier de protection, qui, à plusieurs reprises au cours de l'entretien personnel, s'est soucié de l'état d'esprit du requérant et lui a suggéré de faire des pauses (v. dossier administratif, NEP1, p.5, 9, 12, 22 et NEP2, p.4).

3.11 Pour le reste, l'argumentation développée en termes de requête ne saurait être positivement accueillie en ce qu'elle consiste, pour l'essentiel, à critiquer de manière générale l'analyse de la partie défenderesse et à considérer les déclarations du requérant comme suffisantes. La partie requérante ne fournit en définitive aucun élément d'appréciation nouveau, objectif ou consistant pour pallier les insuffisances qui caractérisent le récit, et notamment convaincre de la réalité des problèmes rencontrés dans son pays.

3.12 Au vu des développements qui précèdent, il découle que les conditions cumulatives visées à l'article 48/6, § 4, sous a), b), c), d) et e), ne sont pas remplies par le requérant, de sorte qu'il n'y a pas matière à lui accorder le bénéfice du doute.

B. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980

3.13 S'agissant des atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, a), et b), de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil constate que le requérant ne fonde pas sa demande de protection subsidiaire sur des faits ou des motifs différents de ceux qui sont à la base de sa demande de reconnaissance de la qualité de réfugié. Partant, dans la mesure où il a déjà jugé, dans le cadre de l'examen de la demande du statut de réfugié, que ces faits ou motifs manquent de crédibilité ou de fondement, le Conseil estime qu'il n'existe pas davantage d'élément susceptible d'établir, sur la base des mêmes événements ou motifs, qu'il existerait de sérieuses raisons de croire qu'en cas de retour dans son pays d'origine le requérant encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, a), et b), de la loi du 15 décembre 1980, à savoir la peine de mort ou l'exécution, la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants

3.14 Le Conseil constate par ailleurs que si la partie requérante reproche à la partie défenderesse de ne pas avoir tenu compte de la situation sécuritaire prévalant en Algérie, il ressort des informations objectives produites par la partie défenderesse que la situation qui prévaut actuellement en Algérie, et plus particulièrement à Alger, région dont le requérant est originaire, ne correspond pas à un contexte de violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, § 2, c), de la loi du 15 décembre 1980. En tout état de cause, le Conseil n'aperçoit dans les déclarations du requérant ainsi que dans les pièces du dossier administratif et du dossier de la procédure aucune indication de l'existence d'une telle situation.

3.15 En conséquence, il n'y a pas lieu d'accorder à la partie requérante la protection subsidiaire prévue par l'article 48/4, § 2, de la loi du 15 décembre 1980.

3.16 Les constatations faites *supra* rendent inutile un examen plus approfondi du moyen de la requête, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire d'autre conclusion quant au fond de la demande.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1er

La partie requérante n'est pas reconnue réfugiée.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le treize février deux mille vingt-quatre par :

O. ROISIN,	président f.f., juge au contentieux des étrangers,
P. MATTA,	greffier.

Le greffier,	Le président,
P. MATTA	O. ROISIN